

Au Burundi, assassinats en série à la tête de l'armée

Bujumbura est plongée dans un climat de terreur, un an après le début de la crise politique

JOHANNESBURG -
correspondant régional

Les membres du commando qui ont tué, lundi 25 avril, le général Athanase Kararuzza, sa femme et son garde du corps, et grièvement blessé sa fille devant l'école de Bujumbura où il la déposait, étaient à l'évidence des hommes entraînés. Dans une ville quadrillée, une vingtaine d'assaillants étaient en embuscade dans le quartier de Gihosha, avec des armes automatiques et, surtout, des lance-roquettes, désormais outil de base des attaques contre des militaires avec escorte dans les rues de la capitale burundaise.

Les tueurs se sont évanouis dans la nature. La démonstration est à la fois forte et floue. Qui a tué le général Kararuzza, ex-commandant du contingent burundais dans la mission de l'Union africaine puis de l'ONU en Centrafrique ? Du côté du pouvoir, on accuse les rebelles de harceler les militaires loyalistes pour les faire basculer dans leur camp. Dans les milieux proches de l'opposition, on considère qu'il s'agit d'un règlement de compte entre factions au sein du pouvoir. Hypothèse que la liberté d'action d'un gros commando dans Bujumbura semble défendre.

Alors que se succèdent les assassinats et attaques de militaires, Ban Ki-moon, le secrétaire général des Nations unies, s'est inquiété de la mort du général Kararuzza, dans la mesure où elle « survient dans un contexte où plusieurs tentatives d'assassinat politiquement motivées ont eu lieu au Bu-

rundi ces dernières semaines ».

Triste anniversaire que celui de la « crise » ouverte, le 26 avril 2015, par l'annonce de la candidature du président Pierre Nkurunziza à sa réélection, et les premières manifestations à Bujumbura pour s'y opposer. Dans les rues, on trouvait alors à la fois des jeunes et des opposants. Des membres du parti au pouvoir, l'ex-rébellion du CNDD-FDD (Conseil national pour la défense de la démocratie - Forces de défense de la démocratie), soutenaient aussi le mouvement. Depuis le début, la situation est politique, complexe. Elle n'en est pas moins dangereuse.

Plusieurs phases, en un an, se sont succédé. D'abord, une répression féroce (enlèvements, assassinats, tortures) qui a écrasé la contestation dans les rues. Puis, l'organisation de mouvements armés secrets, pratiquant notamment des assassinats ciblés. Dans l'intervalle, le 13 mai 2015, un coup

d'Etat avait été mené par des officiers anti-Nkurunziza, quoique issus, pour certains, du CNDD-FDD. Les conjurés avaient compté, semble-t-il, sur des pans de l'armée qui sont restés aux abonnés absents ou discrètement loyalistes.

Halo de mystère

Le général Athanase Kararuzza, issu de l'ancienne armée tutsi, avait été de ceux-là. Non qu'il soit devenu un proche du chef de l'Etat. Au contraire, lorsqu'il avait été nommé, voici quelques années, chef d'état-major interarmes, il avait découvert, avec un réel déplaisir, l'existence d'une chaîne de commandement paral-

lèle à laquelle il n'était pas associé. Une source qui l'a bien connu atteste qu'il conservait ses entrées chez le président Nkurunziza et son entourage. Dernièrement, il avait été nommé conseiller militaire auprès du vice-président Gaston Sindimwo, incarnant, au fond, ces officiers supérieurs tutsi s'accommodant d'un pouvoir hutu, restés loyaux aux institutions, et peut-être un peu trop âgés, un peu trop gradés, pour s'engager dans des aventures à fort potentiel sanglant.

Mais, ces derniers mois, la liste des militaires visés par des assassinats touche toutes les parties de leur corps d'origine, même si chaque mort reste entouré d'un halo de mystère. Par exemple, le colonel Darius Ikurakure, l'un des responsables les plus enthousiastes des exactions du pouvoir, a été tué à l'état-major, à l'heure du déjeuner, en mars. L'action a été revendiquée par le Forebu, un mouvement de militaires déserteurs issus aussi bien de l'ex-armée tutsi que de l'ex-rébellion hutu. Le lieutenant-colonel Emmanuel Buzubona, jugé « critique » envers le pouvoir, venait quant à lui d'être assassiné à Kinama.

L'armée, hormis ceux qui ont rejoint l'un des groupes rebelles clandestins, est restée à peu près neutre, mais elle n'est pas homogène. Lors de la paix mise en place en 2003, les éléments de la rébellion hutu de l'époque et de « l'armée mono-ethnique tutsi », leurs ennemis pendant la longue guerre civile (1993-2005), ont été mixés, et un système de quotas

ethniques mis en place pour garantir la confiance mutuelle. Cette architecture n'a pas encore volé en éclat.

Ceux qui tuent des officiers dans les rues de Bujumbura semblent bien décidés à mettre fin à cet état de fait. Comme le relève une bonne source, « le nombre de militaires en fonction qui se font arrêter ou enlever a augmenté. Il y a chaque semaine des officiers qui se font enlever, torturer, et parfois assassiner ». En conséquence, selon la même source proche des milieux militaires, « il risque d'y avoir de nouveaux départs (désertions) ».

Du 2 au 5 mai, en Tanzanie voisine, des négociations entre le pouvoir burundais et l'opposition doivent avoir lieu. Sans grand espoir. Pendant ce temps, le pays poursuit sa dérive. Lundi, la procureure générale de la Cour pénale internationale (CPI), Fatou Bensouda, a annoncé l'ouverture d'un examen préliminaire pour déterminer si les dossiers qu'elle a pu réunir sur le Burundi, et qui font état de « meurtres, d'emprisonnements, d'actes de tortures, de viols et autres formes de violence sexuelle », peuvent faire l'objet de poursuites par sa juridiction. ■

JEAN-PHILIPPE RÉMY

Ces derniers mois, la liste des militaires tués touche toutes les parties de leur corps d'origine